



INFO PARIS Ile de France

20 ANS 1995-2015

LA FRANCE TOUCHÉE AU COEUR

À plusieurs reprises, dans le courant de l'année 2015, la France a été touchée au cœur par la pire des barbaries : au cœur de sa chair, de sa culture, de ses valeurs.

À chacune de ces tragiques occasions, elle a su réagir avec dignité, dans la cohésion, la solidarité, la compassion, mais aussi la fermeté et le courage qui convenaient.

Les nécessaires mesures de défense et de sécurité ont été prises, sur un plan opérationnel mais aussi juridique, dans le cadre d'un légitime débat démocratique, qui permettra au législateur d'en définir le cadre général et les modalités précises.

Pour ne pas oublier l'horreur et rendre hommage aux victimes, les actions de mémoire ont été à la hauteur de la tragédie, sans s'interdire pour autant de poursuivre ensemble notre vie collective, ceci afin de bien démontrer à ceux qui nous ont attaqués que, quoi qu'il puisse arriver, nous ne renoncerions jamais, les uns et les autres, à nos libertés et à tout ce qui fait le socle commun de notre peuple, de notre nation, de notre histoire et de nos racines.

Enfin, nous avons su prouver qu'il ne saurait être question d'abandonner ou de laisser se dégrader ce que nous avons d'essentiel en partage au sein de notre République : la liberté, l'égalité, la fraternité, mais aussi la laïcité, qui consiste précisément à respecter les croyances de chacun et à en garantir le libre exercice pour tous.

Dans ces divers domaines fondamentaux, libre cours n'a pas été donné aux voix des extrêmes.

Au contraire, la tolérance, le respect des différences, la diversité des origines sont de nouveau apparus comme des vertus cardinales qu'il fallait à tout prix préserver et même promouvoir, tout comme la prise de conscience de l'impérieuse nécessité de lutter contre toutes les formes de racisme et de xénophobie.

Les symboles de notre pays ont retrouvé, à cette occasion, la place éminente qui doit toujours être la leur : le drapeau, la Marseillaise, la capacité de se retrouver pour veiller sur ce qui nous rassemble et afficher notre détermination à rester debout, mais aussi à ne pas subir.

Dans toutes les facettes des réactions exemplaires de nos compatriotes, se sont ainsi manifestées les valeurs qu'incarne, à sa place et à sa mesure, l'IHEDN.

La promotion de l'esprit de défense, la sécurité collective, mais aussi la richesse de la réflexion, de la diversité, les capacités d'action ou d'influence d'une équipe, quand elle s'unit sur l'essentiel. A cet égard, les auditeurs, mieux que d'autres, se trouvent en situation de servir ces grands enjeux dans le cadre de leurs associations, au côté de la réserve citoyenne, et un jour peut-être, d'une garde nationale, ou, pour les plus jeunes, d'un service civique élargi.

Les risques de la conjoncture que connaît aujourd'hui notre pays doivent encore renforcer notre détermination à continuer sur la voie que l'IHEDN nous a aidé à suivre, au travers de toutes les initiatives qu'il suscite dans ses sessions nationales et régionales, comme dans ses divers cycles de formation.

Que chacun de nous y apporte désormais la participation qui doit être la sienne, davantage encore aujourd'hui que par le passé. C'est le vœu que je formule à l'aube de cette nouvelle année qui s'ouvre devant nous.

Patrice MOLLE, préfet honoraire, ancien directeur adjoint de l'IHEDN

L'agenda

11 JANVIER – Paris

Ouverture 203e Session en région Paris

27 JANVIER

Les États-Unis et le « Hard Power » de la fiction à la réalité dans la campagne présidentielle américaine de 2016

Leo MICHEL, *Nonresident Senior Fellow at the Atlantic Council's Brent Scowcroft Center on International Security* et Michel FOUCHER, *géographe et diplomate*

8 FÉVRIER

L'État et la société civile face à une menace hybride : djihadisme et radicalisation, décrypter pour agir

Michèle DELEPINE, *commissaire divisionnaire honoraire, ancien chef du service départemental du renseignement territorial du 91*; CDT François TRICHET, *officier de liaison gendarmerie et conseiller pôle sécurité à la MIVILUDES*; Zohra HARRACH-NDIAYE, *directrice à la sauvegarde de Seine-Saint-Denis, en charge du pilotage du dispositif de prévention des extrémismes violents et des radicalisations*

16 FÉVRIER – IPSA (Ivry-sur-Seine)

Crow versus Crow, une sensibilisation au Cyber Olivier TERRIEN (SR180)

18 FEVRIER

James Bond : mythes & réalités au cœur des relations internationales

Jean-Antoine DUPRAT, *délégué général de l'Académie européenne de géopolitique*; Alain JUILLET, *ancien haut représentant pour l'Intelligence Economique, ancien directeur du renseignement de la DGSE*; modérateur Emmanuel DUPUY, *président de l'Institut Prospective et Sécurité en Europe*

18-19 FEVRIER - Versailles

Clôture 203e Session en région Paris

22-27 FEVRIER - Paris

93e Séminaire Jeunes Ile-de-France

18 MARS (restreint)

Soirée au Sénat

9 AVRIL - Lacoste

Assemblée Générale Ordinaire

2 MAI – Mairie de Paris

Soirée de gala des 40 ANS de l'association

1^{er} OCTOBRE – Arc de Triomphe

Ravivage de la Flamme en partenariat avec l'ARNORGEND

EDITORIAL



Les événements tragiques que notre pays a connus nous renforcent dans notre mission première de défendre les valeurs de la république et de contribuer à la résilience nationale dans l'esprit du dernier Livre blanc sur la défense et la sécurité nationale.

En 2015, l'association a contribué aux réflexions en réaction rapide aux questions du moment sur « l'Esprit de défense » et « La Garde nationale ». Afin d'accroître la visibilité des associations régionales, Mario FAURE, président de l'UNION-IHEDN, a remis les synthèses de ces deux rapports aux décideurs tant militaires que politiques. Une pratique qui sera renouvelée dans le futur.

Nous avons accentué nos relations avec les réserves afin de contribuer ensemble à la promotion de la politique de défense nationale et au renforcement du lien entre la nation et ses forces armées. En août, nous devenions partenaire de la Réserve citoyenne (CSRM) puis en décembre, à l'École des officiers de la Gendarmerie Nationale en présence de son commandant le Général Guion de Méritens, nous avons signé avec l'ANORGEND (Fédération nationale des réservistes opérationnels et citoyens de la gendarmerie) une convention de partenariat afin de contribuer fortement à la sensibilisation et la réflexion sur les missions de défense et de sécurité nationales, par l'organisation de conférences, colloques et mise en place de groupes de travail. Notre première action commune sera organisée lors de la Journée nationale du réserviste autour de la Gendarmerie des transports aériens.

2016 voit l'arrêt du thème national au profit d'une thématique transverse aux associations proposée par l'UNION-IHEDN et consacrée pour l'année 2016 à la mer sous ses multiples aspects. Vous recevrez prochainement plus d'informations. J'encourage tous ceux qui sont intéressés à s'inscrire à ce nouveau comité d'étude qui donnera lieu à un rapport avec propositions préfacé par le Secrétaire Général de la Défense et la Sécurité Nationale et qui sera remis aux candidats à l'élection présidentielle de 2017.

En avril prochain, je quitterai mes fonctions de présidente mais je resterai toujours active au sein de la communauté IHEDN.

Grâce au Comité directeur et à de nombreux membres engagés et dynamiques, nous n'avons pas à rougir de notre bilan. Notre association fait partie des plus importantes du réseau IHEDN. Je formule tous mes vœux de succès à la nouvelle équipe et je n'oublierai jamais le plaisir que j'ai eu de travailler avec professionnalisme dans un réseau d'amitié.

En attendant d'avoir le plaisir de vous revoir lors du dîner de gala des 40 ans de notre association le lundi 2 mai à la Mairie de Paris, je vous souhaite bonne lecture.

Caroline GORSE-COMBALAT, Présidente

L'ASSO EN ACTION (S)

COMITÉS D'ÉTUDES 2015-2016

PUISSANCE ET SÉCURITÉ

FORUM NATIONAL DES AUDITEURS

Présidée par Jean-Christophe BECKENSTEINER, l'association IHEDN Région Lyonnaise a remarquablement accueilli le Forum des auditeurs de l'IHEDN (200 personnes, dont de nombreux jeunes), dans le bel amphithéâtre de l'université Lumière-Lyon-II, le 20 novembre 2015, autour du sujet : « La guerre demeure-t-elle la poursuite de la politique par d'autres moyens ou doit-elle être considérée comme l'échec du Politique ? ».

Après les interventions introductives (Général Bernard de COURREGES d'USTOU, directeur de l'IHEDN, Mario FAURE, président de l'UNION-IHEDN, Walter BRUYERE-OSTELLS, président de la commission études et formation continue), la douzaine d'interventions techniques, émanant des rapports des associations régionales correspondantes et suivies de débats, ont analysé les thèmes suivants :

Les mutations de la guerre : du modèle clausewitzien à la guerre hybride. Le modèle tripartite clausewitzien, typologie des guerres et de leurs causes, hybridation de la guerre.

L'échec du Politique ? : anciens et nouveaux acteurs. Des acteurs non étatiques ; l'ingérence des grandes puissances : une gestion trop occidentalisée ? Les limites de l'ONU dans la gestion politique des conflits. L'UE, un acteur politique en échec ou plutôt en devenir ? L'Ukraine, un conflit exemplaire.

Éviter la guerre et limiter son impact : vers toujours plus d'éthique dans la guerre ? Légitimité et pertinence de la guerre dans la poursuite d'objectifs politiques, droit international à améliorer, éthique et armes technologiques.

L'association était représentée par un certain nombre de membres notamment du Comité directeur. Bernard LABAUGE, membre du Comité 1 présidé par Emmanuel DUPUY, est intervenu en soutien de l'intervention sur l'Union européenne pour évoquer le développement de l'industrie de défense, porteur de comportements utiles, aptes à donner le sens et l'ambition dont l'Europe a besoin.

Marileine TOINET

Le comité se réunit, sous l'égide d'Emmanuel DUPUY, une à deux fois par mois autour de la thématique puissance et sécurité, sujet choisi par l'IHEDN pour la session 2015-2016.

Eu égard à l'actualité qui a endeuillé notre pays depuis les attaques du 13 novembre dernier, il est apparu opportun au comité de s'appuyer sur le débat, en cours, relatif aux dualités/complémentarités entre sécurité individuelle et sécurité collective, pour s'interroger sur la prégnance et la pertinence de la puissance étatique permettant d'y contribuer.

Le comité a ainsi retenu le débat sur la Garde nationale pour développer sa réflexion annuelle sur ces thèmes. Des auditions ont lieu régulièrement, telles celle de Jacques PERGET, contrôleur général des armées, le 7 janvier 2016, ou encore celles du préfet Patrice MOLLE, ancien directeur adjoint de l'IHEDN, du général (2S) LALANNE-BERDOUTICQ, responsable des sessions régionales de l'IHEDN, du commissaire divisionnaire, Jean-François GAYRAUD, directeur adjoint de l'Unité de coordination et de liaison anti-terroriste (UCLAT).

Toutes informations utiles sont disponibles auprès d'Emmanuel Dupuy (emmanuel.dupuy@noos.fr) ou Maryse VISEUR, rapporteur du Comité d'étude (mvisieur@free.fr)

ÉTUDE D'INITIATIVE RÉGIONALE SUR LA CYBER STRATÉGIE

Le comité « Cyber Stratégie » a décidé d'orienter sa première année d'études sur la cyberstratégie en venant en appui du comité 1 sur le sujet national "Sécurité et puissance".

Plusieurs réunions préparatoires ont eu lieu, et un premier déplacement est prévu à Lille pour le Forum International de la Cybersécurité, en janvier 2016.

Une conférence, en partenariat avec OTY Productions, se tiendra le 16 février prochain à l'école de l'IPSA sur le thème "L'histoire explique la technique : vulgarisation du monde radar et contre-mesures dans l'aéronautique" avec Olivier Terrien (SR180).

Pour rejoindre ce comité d'étude, vous pouvez contacter Patrick-Michel VABRE, son président : uspmvfr@yahoo.fr

THÉMATIQUE TRANSVERSE UNION-IHEDN SUR LA MER

DÉBUT 2016, L'UNION-IHEDN A LANCÉ UN NOUVEAU THÈME D'ÉTUDE SUR LA MER POUR UNE DURÉE DE 18 MOIS ET QUI VIENDRA PRENDRE LA SUITE DU PRÉCÉDENT SUJET NATIONAL. VOUS POUVEZ DÉJÀ VOUS Y INSCRIRE OU DEMANDER PLUS D'INFORMATION AUPRÈS D'ÉDOUARD DETAILLÉ (EDOUARD.DETAILLE@IHEDN-PARIS.EU)

CONFÉRENCES

LA MONDIALISATION ET LE PATRIOTISME ÉCONOMIQUE : QUELLES INTERVENTIONS DE L'ÉTAT DANS LES SECTEURS STRATÉGIQUES ?

Conférence de Pascal DUPEYRAT - 24 septembre 2015



Le dernier ouvrage de Pascal DUPEYRAT, lobbyiste, analyse l'intervention de l'État dans les secteurs stratégiques, sujet majeur dans la mondialisation. Souvent décrié, le patriotisme économique peut se définir, dans un univers mondialisé, comme un mécanisme où

s'entrecroisent diplomatie, relations internationales, géopolitique, sécurité économique, acteurs publics et privés, entreprises, États, sécurité internationale, mais aussi comme une forme de guerre, un enjeu pour les États, les entreprises et les consommateurs, un pilier de la cohésion sociale et le soutien à l'économie d'un pays.

Spécialisé dans les affaires publiques pour le compte d'opérateur de secteurs stratégiques et réglementés, Pascal DUPEYRAT intervient pour de nombreux groupes français et américains, en France et à l'international. Il a ainsi décrypté les principes et règles afférents aux contrôles des opérations transfrontalières ou de fusion-acquisition dans les secteurs stratégiques.

Aujourd'hui, les États sont confrontés à deux problématiques: la nécessité de promouvoir la liberté d'investissement pour bénéficier de l'apport de capitaux économiques, et celle de se prémunir contre le développement d'entités rivales dans certains domaines, susceptibles de porter atteinte à leurs intérêts stratégiques. Ainsi s'expriment de fortes tendances à un mouvement international de contrôle des investissements étrangers par l'État, désormais présent autour de la table des négociations. Selon les chiffres de la Conférence des Nations-Unies sur le commerce et le développement (CNUCED), les investissements directs étrangers (IDE) sont en forte augmentation, s'élevant à 1400 Mds \$ en 2012 et représentant désormais 1850 Mds \$.

Pour Pascal DUPEYRAT, désormais, il faut compter sur une compétition mondiale intense pour l'accès aux technologies de souveraineté, aux ressources clés, infrastructures vitales, ou aux données, d'où l'apparition de législations spécifiques

comportant un régime d'autorisation relatif aux intérêts nationaux d'un État.

En France, l'on est passé d'un régime en lien avec la sécurité militaire ne permettant pas d'identifier toutes les opérations d'acquisition stratégiques à une législation beaucoup plus large de 16 secteurs stratégiques, défense, sécurité, autres secteurs jugés stratégiques ou d'importance vitale, avec une distinction selon l'origine de l'investisseur, la prise de contrôle revenant à identifier l'acquéreur *in fine*.

Contrairement à une idée reçue, la comparaison des indices boursiers en France et aux États-Unis révèle que ce pays est très largement concerné par des restrictions (65% des entreprises contre 49%), opérées via le comité pour l'investissement étranger des USA (CFIUS), lorsque ces projets concernent la sécurité nationale du pays. La France serait encore un peu naïve et gagnerait à mieux définir quels sont les secteurs stratégiques et à hiérarchiser la réflexion pour renforcer la visibilité des entreprises et investisseurs. Il ressort de ces comparaisons que les deux pays suivent une même approche de sécurité nationale et de souveraineté technologique, un même processus et la même tendance à l'élargissement de la notion de secteurs stratégiques. Mais la France se distingue en sanctuarisant ses intérêts par un actionariat public et non privé.

L'intervention de Pascal DUPEYRAT a été suivie de nombreux échanges et questions autour d'un pot amical, en présence de Caroline GORSE-COMBALAT, présidente de notre association, Isabelle de SEGONZAC, secrétaire-générale, et des membres du comité directeur, sans qui aucune activité ne serait possible.

Marie BRIGAUD, chargée de mission défense économique et relais intelligence économique

NOTER LA DATE

40 ANS

SOIRÉE DE GALA

LE LUNDI 2 MAI

À LA MAIRIE DE PARIS

L'INSTABILITÉ GÉOPOLITIQUE EN AFRIQUE ET AU MOYEN-ORIENT

Cette conférence de l'amiral François DUPONT, ancien directeur de l'IHEDN et chef de cabinet militaire du ministre de la Défense Michèle ALLIOT-MARIE, a inauguré un partenariat entre l'Association IHEDN région Paris Ile-de-France et le Souvenir Français, dans un lieu inhabituel : le café irlandais « Le ballon vert, chez Patrick's » (Paris 11e)

Jacques LEFORT, président du comité du 11e arrondissement du Souvenir Français a rappelé que cette association, créée en 1872 après la défaite de Sedan, n'était pas une association d'anciens combattants mais avait pour but la transmission de mémoire aux jeunes, aujourd'hui scolarisés du CM2 à la 3e. Notre présidente Caroline GORSE-COMBALAT a souligné la complémentarité avec l'IHEDN, créé en 1948, et ses actions de sensibilisation/formation en particulier au travers des sessions jeunes 20/30ans.

Parmi l'assistance, nombreuse, composée de membres des 2 associations, le général SUSINI, Délégué de Paris du Souvenir Français, et un représentant de l'ambassade d'Irak étaient présents.

En introduction, l'amiral DUPONT a constaté la distorsion existant entre une approche occidentale soucieuse de tout rationaliser et celle des mondes africain et moyen-oriental caractérisée par l'absence réelle du rationnel tel que nous le concevons en Europe.

Il a mis en exergue le poids de l'islam dans le monde : 1,5 Md de musulmans, répartis entre chiisme (15%, se considérant les descendants d'Ali, plus ritualiste, centré sur l'arc chiite Iran/Syrie/Liban) et sunnisme (85%, axé sur le respect de la coutume, plus politique, présent en Asie et en Afrique) et l'impact des dérives rigoristes (wahhabites, salafistes, alaouïtes etc) influant particulièrement sur la situation actuelle des chrétiens d'Orient après 15 siècles de coexistence.

« Daech » (10 millions de musulmans concernés), destructeur, égorgueur, marqué par des lignes de fractures violentes entre « l'État islamique » (Syrie /Irak) et « Al Quaida » (partout ailleurs), n'est ni une religion ni l'islam avec qui il ne peut ni ne doit être assimilé car l'islam est une religion de paix, mais revendiquant une sorte de « retour à un passé idéal du Califat des origines ». Quelle stratégie convient-il d'adopter pour le contrer ? Le confiner et retourner les tribus sunnites qui se sont alliées à lui.

L'amiral DUPONT a distingué :

- les monarchies arabes du Golfe, récentes, où l'ordre règne, riches grâce au pétrole, s'imposant économiquement dans le

monde mais sans véritable poids politique, où l'immigration supplée la faible démographie ;

- les grands états du Moyen-Orient, Syrie, Irak, Turquie (3 pays où l'emprise kurde ne doit être sous-estimée), Égypte, peuplés, lieux de civilisations remarquables, où s'exacerbent les tensions ;

- le Yémen, très pauvre, en déliquescence ;

- la Jordanie qui accueille malgré sa pauvreté 4 millions de réfugiés palestiniens et syriens ;

- Israël et son obsession sécuritaire ;

- l'Iran, grande terreur des pays du Golfe, puissant grâce à sa légitimité historique et civilisatrice, sa richesse, ses formations occidentales, appelé à jouer un rôle majeur dans l'évolution de cette zone.

Concernant l'Afrique, il a insisté sur la très grande diversité et la multiplicité des Afrique, le poids des chrétiens et l'importance des églises, l'islam (sunnisme) représentant 1/3 de la population, l'absence de maturité politique engendrant des instabilités politiques, l'absence de leader au sein de l'Union africaine, le poids des prochains passages de générations, les difficultés économiques malgré de réelles richesses, le poids de la démographie (2 Mds d'habitants en 2040) facteur d'immigrations sud-nord mais aussi d'errance sud-sud très importante d'où l'absolue nécessité de l'aide au développement.

Il a souligné la crainte de la Russie de voir les tensions atteindre les républiques musulmanes d'Asie centrale, l'échec de la politique américaine de George W. BUSH et le « retour forcé » engagé par Barack OBAMA, les failles de l'Union européenne du fait de son absence d'unité et d'autorité, le positionnement de la France « non alignée » sur les USA, la Chine ou la Russie, regardée et attendue (culture, langue, compétence militaire efficace).

Il a conclu sur la coexistence et la tolérance comme valeurs fondamentales, et l'absolue nécessité de mieux appréhender les banlieues.

Marileine TOINET

Directrice de la publication : Caroline Gorse-Combalat
Comité de rédaction : Arnaud Ficholle, Caroline Gorse-Combalat, Carole Rouaud, Marileine Toinet

Association des auditeurs
IHEDN Région Paris Ile-de-France
École militaire 1, place Joffre - Case 41
Paris 75700 SP 07

Tel-répondeur : 01 44 42 59 66
secretariat@ihedn-paris.eu
www.ihedn-arparisidf.org

LES RENCONTRES DU DIALOGUE INTERCULTUREL ET INTERRELIGIEUX UN APPUI À L'IDENTITÉ RÉPUBLICAINE AU SERVICE DE LA DÉFENSE NATIONALE

Organisée par le comité sur le dialogue interculturel et interreligieux, cette rencontre à l'amphithéâtre Desvallières s'est déroulée le 14 septembre 2015 en présence d'une très belle assistance sur le thème « Comment le vivre ensemble est-il vécu? Quelles solutions en tirer pour la défense de la fraternité et du pacte républicain ? ». Ces rencontres représentent une des préconisations faites en 2013 par le comité d'étude, après 3 années de programme. Notre association a prévu d'en organiser chaque année.

Jean-Paul DELEVOY, président du Conseil économique, social et environnemental (CESE), ancien ministre, élu local et Médiateur de la République, a introduit la rencontre par une analyse du contexte actuel du dialogue interculturel et interreligieux. Il a indiqué que la France ne connaissait pas une crise mais des métamorphoses majeures, de vrais bouleversements : problèmes de la gouvernance de pouvoirs complexes en cours de basculement, remise en cause des repères dans une France très « verticale », révolution numérique, absence de projet visionnaire, insouciance de la France comme de l'Union européenne devant les perspectives et les nécessités de réformes pour conserver le rôle de l'Europe au regard des autres puissances. Il a mis l'accent sur divers débats majeurs :

- la localisation des éléments de valeur ajoutée, facteur de conflits à toutes les échelles géographiques ;
- le choc générationnel et le choc identitaire, qui posent le problème des frontières au sein de l'Europe, sources de graves tensions devenues explosives quand l'Europe comptera 50 millions d'étrangers en 2050, et celui du poids des États-nations face aux nécessaires régulations multinationales à mener dans un contexte de recul de la démocratie et de discrédit du politique ;
- l'existence d'un fait religieux nouveau, d'enfermement, où la non-réussite de sa vie entraîne le désir de réussir sa mort en martyr, d'où l'importance de certaines voix morales (le pape), de la laïcité ;
- l'impact menaçant de la robotisation sur 45 % des emplois, d'où une nécessaire régulation et limitation ;
- la fin du taux de croissance de la société de consommation, source de fragilités nouvelles, d'interdépendances et de partages coopératifs mais aussi de mise en survie sociale de la société sans traitement psychologique, source d'instabilités, d'inégalités, de précarités et donc de conflits



sociaux dramatiques et d'usures psychiques : jusqu'où en ira l'acceptation ? ;

- les changements climatiques, situation explosive et opportunité dont les politiques doivent impérativement se saisir ;

- l'incapacité française à valoriser les talents, qui restent inutilisés, au profit d'une attitude de sanction des échecs et d'une grande capacité à établir de la centralité, de la norme, auxquelles il faut obéir sans pour autant qu'elles représentent le ciment de la Nation.

Il a conclu par un vibrant appel à l'obligation d'un discours interculturel, de partages, de fraternité, d'enrichissement par les différences, faisant référence à une forme d'Église laïque.

Michèle GENDREAU-MASSALOUX, ancien recteur (académies d'Orléans-Tours et de Paris), conseiller d'État honoraire, a assuré tout au long de la rencontre les missions de

présentation des parcours professionnels des intervenants en tant qu'acteurs de terrain aux expériences diversifiées, d'animation et de modération des débats.

Elle a souligné que les ambiguïtés et les différences d'expériences multiples étaient souvent exacerbées par les politiques, et mis en avant le rôle du langage, du multilinguisme, des mots de liberté et de dialogue.

Elle a insisté sur les vertus de l'éducation comme facteur d'éveil à la curiosité pour l'autre, pour ce qui est différent et nouveau. En notant la difficulté de traduire le mot de laïcité, elle s'est félicité que les diverses interventions se soient faites le porte-parole de l'importance de cette notion.

Natalia BALEATO, directrice de la crèche Baby-Loup, en a exposé les fondements en s'appuyant sur son expérience d'alphabétisation de populations paysannes et de quartiers populaires au Chili et en Argentine puis comme sage femme auprès des femmes immigrées, pour prévenir le VIH, à Chanteloup-les-Vignes (Yvelines) dès 1987.

Elle a fondé la crèche Baby-Loup en 1991, dans la cité de la Noé où se côtoient plus de cinquante nationalités en grande difficulté économique et sociale, notamment du fait de la crise de l'automobile. Ce projet solidaire, élaboré en concertation avec les habitantes, vise la prise en charge précoce des jeunes enfants selon les horaires de travail particuliers des parents et une formation pour les femmes sans qualification aux métiers de la petite enfance.

Baby-Loup est la première et la seule crèche française à être ouverte 24h/24 et 7j/7, accueillant des enfants de 4 mois à 6 ans et proposant de multiples ateliers d'éveil (musique, lecture, conte, multimédia...) en vue de contribuer à l'égalité

des chances. Elle accueille 250 enfants et aide 180 familles par la formation de femmes. Elle a vécu une grave crise, accusée de discrimination et d'instrumentalisation religieuse par une salariée licenciée, peu après la loi de 2004 sur le port du voile islamique, ce qui a entraîné son installation récente à Conflans-Sainte-Honorine (95).

Farah MAIZA, vice-présidente de l'association Coexister, en a présenté le rôle : cette entreprise sociale et solidaire (association loi 1901) œuvre pour le « vivre ensemble », promu et vécu à travers la rencontre mais aussi et surtout par le « faire ensemble ».

Cette association est née en 2009, à l'issue d'une action de solidarité (don du sang) menée par des jeunes (10) de différentes sensibilités religieuses, afin de montrer la richesse de différences assumées et respectées. Elle compte aujourd'hui plus de 600 membres, aux activités multiples. Elle met en avant l'appartenance à une même société et à son service. Son activité s'exerce entre croyants de diverses religions et des non-croyants, s'appuyant sur la composition plurielle de la société française. Elle considère que tout est une question d'équilibre entre identité et altérité, ce qui mène à la fraternité. Les moteurs de son action et de son message sont le dialogue (où va t-on ensemble ? pour quoi faire ?), le respect de l'autre, plus que sa seule acceptation, et la coexistence "active". L'unité dans la diversité est plus facile à dire qu'à faire face à des identités distinctes mais, si les sociétés plurielles existent partout, la France dispose du cadre exceptionnel de la laïcité, mal utilisée pour freiner certaines libertés.

Alain FAUGERAS, directeur de la sécurité et de la prévention de Colombes (92), ville de 80 000 habitants et mosaïque de nationalités d'origine et de confessions religieuses et ancien colonel de gendarmerie aux missions variées (enquêtes judiciaires, sécurité publique, renseignement, lutte contre le crime organisé et le terrorisme) à l'étranger et en France a signalé la plus grande difficulté de faire vivre ensemble des policiers de 50 nationalités européennes que des musulmans avec des juifs, en remarquant que le fait religieux était moins clivant que l'ignorance, ou l'implosion de la cellule familiale. Il a insisté sur le nécessaire rappel, strict, régulier, de la loi par toutes les autorités compétentes, son respect dans les comportements de ceux qui la font appliquer, en notant qu'une bonne application passe par le dialogue, l'explication argumentée et pédagogique, le tact en accompagnement de la rigueur (cf le caractère diplomatique de la loi de 1905) et que légiférer à outrance sur de nouvelles règles ne suffiront pas à résorber les tensions. Il s'est également référé à l'intérêt d'un rapprochement avec les élites intellectuelles de toutes les religions pour définir comment les faire vivre concrètement et quotidiennement sans perturber les tenants d'une laïcité très stricte.



Xavier MANZANO, prêtre, aumônier de lycées et collèges, publics et privés, professeur de philosophie et actuel directeur de l'Institut des sciences et théologie des religions (ISTR) à Marseille, a souligné le caractère dual de Marseille (violence des gangs de certaines cités et calme communautaire lié à sa tradition portuaire cosmopolite symbolisé par l'appartenance au culte de la « Bonne Mère ») et les difficultés de mise en œuvre d'un pacte républicain, soit formaliste soit relevant de motivations diverses (par nature ? par accident ? par volonté?), qui suppose de reconnaître que toute liberté personnelle absolue est facteur d'isolement et doit être limitée au profit de celle des autres.

La notion de vivre ensemble, ne peut être une simple injonction refusant la liberté intérieure sous peine de n'être que bien pensante et facteur de violence et le dialogue ne doit pas être un déguisement de communautés qu'on ne veut affronter, sans contenu, une carapace vide vis à vis de jeunes maîtrisant mal

certains langages, marquant leur humiliation par la violence selon le complexe de l'insecte (dureté externe, mollesse interne). Il a mis en exergue la nécessité d'une autre approche que celle de la seule autorité (État, société civile) et d'un enseignement du fait religieux, dans le respect de la laïcité et de des croyances de chacun, refusant l'étanchéité entre public et privé qui se nourrissent réciproquement sous peine du renforcement des intégrismes, des enfermements et des simplifications facteurs de manipulations en faisant état d'un projet de pôle de connaissance de l'islam accueillant des enseignants chrétiens, musulmans, juifs, non croyants.

François VENUTOLO, médecin anesthésiste-réanimateur au Centre hospitalier de Gonesse (95), médecin-capitaine des sapeurs pompiers du Val d'Oise et médecin de plongée au Club Méditerranée dans divers pays du pourtour méditerranéen et des Antilles, a mis en avant l'apparition d'une problématique nouvelle posée par la présence, au sein de l'équipe médicale hospitalière, d'internes étrangères susceptibles de porter le voile islamique entraînant la nécessité de leur faire comprendre les enjeux de l'insertion professionnelle et du regard de tous les patients hospitalisés. Il y a 15 ans se posait le problème de la patiente voilée aux urgences face à un médecin « judéo-chrétien ». Aujourd'hui cette relation « patients/ hôpital » subsiste, mais la mesure de la fragilité des équilibres se heurte à l'émergence d'une multiplicité de statuts hospitaliers qui provoque un sentiment d'identités multiples, différentes, au détriment d'une certaine « vision et vie communes » et posant le problème du « jusqu'où transiger, transgresser les normes » par rapport à un strict respect de la loi, celui du comment travailler ensemble en période de ramadan, celui de l'exercice de la neutralité du soignant pas forcément préparé à gérer de telles situations ou clivages.

Pour lui, les missions à l'étranger, telles celles qu'il exerce, sont un bon moyen d'apprendre à mieux vivre ensemble.

Edouard DETAILLE

TERRORISME ET ISLAMISME À LIRE, À VOIR

BIBLIOGRAPHIE SÉLECTIVE

Mohammed ADRAOUI, *Le salafisme mondialisé, du Golfe aux banlieues*, Paris, PUF, 2013

Dounia BOUZAR, *Comment sortir de l'emprise diihadiste ?*, éditions de l'Atelier, mai 2015, prix de l'Essai L'Express 2015

GCA Bernard de COURREGES D'USTOU (dir.), *Esprit(S) de Défense*, IHEDN 2015, 178 p., en ligne sur le site IHEDN, rubrique "Nos publications"

Gilles KEPEL, *Terreur dans l'Hexagone*, genèse du djihad français, Gallimard, 1^{er} janvier 2016

Farhad KHOSROKHAVAR, *Radicalisation*, Paris, Maison des Sciences de l'Homme, 201

Olivier ROY, *La peur de l'Islam*, Editions de l'Aube, août 2015

DOCUMENTAIRES

Salafistes, de Lemine Ould M. Salem et François Margolin, sortie prévue en salles le 27 janvier 2016

Daesh, naissance d'un État terroriste, de Jérôme Fritel et Stephan Villeneuve, 2015

Mercenaires, des idéalistes contre Daesh, de Grégoire Deniau, 2015

RESSOURCES GOUVERNEMENTALES

<http://www.stop-djihadisme.gouv.fr>

RESSOURCES PÉDAGOGIQUES

#educattentats : sous ce mot-clé, la communauté Enseignante (Éducation nationale) partage des ressources via Twitter pour aider à parler du sujet avec les enfants et les élèves.

Carole Rouaud, adjointe au chef de département des relations extérieures, Centre national du livre

BILAN 2015

PLUS DE 420 MEMBRES regroupant diverses formations IHEDN et des membres associés

10 RÉUNIONS COMITÉ DIRECTEUR et BUREAU

20 RENCONTRES en lien avec l'IHEDN et l'UNION IHEDN

PLUS DE 3500 PERSONNES ont assisté à nos activités

23 CONFÉRENCES Liban, Turquie, la mer, le drapeau, protection des données, les Balkans, cybersécurité, Cuba, guinée, patriotisme économique, retex Afghanistan, africanistan, populisme ...

1 COMMÉMORATION 14-18 Visite mémorielle en Picardie (Notre-Dame-de-Lorette)

3 COLLOQUES

- . Vertu et sens commun : les valeurs de la mer et de la marine en action
- . Les rencontres du dialogue interculturel et interreligieux
- . Cuba : une opportunité stratégique

Plus de 2000 PROFESSEURS, ÉTUDIANTS, LYCÉENS ET COLLÉGIENS sensibilisés au travers des Trinômes académiques de Paris et de Créteil

ENCADREMENT DE 2 SÉMINAIRES IHEDN-JEUNES 87^{ème} & 90^{ème}

2 COMITÉS D'ÉTUDE

3 CONVENTIONS DE PARTENARIAT : OTY-PRODUCTION . CSR.M . ANORGEND & LABELISATION 14-18

RENCONTRE ENTREPRISE au contact de l'armée de terre

MISSION D'ÉTUDE à Cherbourg et Colleville-sur-mer

VOYAGE À L'INTERNATIONAL à Washington d.c. (usa)

PARUTIONS D'ARTICLES dans la revue Défense & Défense nationale

INFO PARIS ILE-de-FRANCE

ACTES DU COLLOQUE Vertu et sens commun : les valeurs de la mer et de la marine en action

PLUS DE 3000 ABONNÉS Facebook - LinkedIn - Youtube - Tweeter